

Une société en bout de course

Dans un essai intitulé "Trop vite", Jean-Louis Servan-Schreiber analyse les dégâts causés par le "court-termisme"

Par Dominique ARNOULT
darnoult@laprovence-presse.fr

Un pays à feu et à sang, des bourses qui dévissent, une plate-forme pétrolière qui déverse des milliers de litres de brut, un volcan qui cloue au sol des centaines d'avions, un attentat déjoué en plein New York, un Président depuis trois ans au pouvoir et bientôt, peut-être, à nouveau en campagne... Une information chasse l'autre à un rythme aussi effréné que nos vies. Où nous mène ce tourbillon quotidien qui a fait du profit une obsession, où l'on collectionne sur Facebook en une poignée de secondes une foule d'amis pendant que la terre inexorablement s'abîme et s'appauvrit ?

Vingt-ans après avoir écrit *L'Art du temps*, le journaliste et essayiste Jean-Louis Servan-Schreiber analyse les conséquences désastreuses de ce qu'il nomme "le court-termisme". À force de vivre dans l'urgence, sommes-nous encore efficaces ? Savons-nous suffisamment analyser les événements ? En tirer les leçons ? Préparer l'avenir ? N'est-ce pas à cette frénésie que l'on doit cette société bouleversée en tous sens ? Il est temps que nous revenions à un bon emploi du temps, nous exhorte Jean-Louis Servan-Schreiber.



Jean-Louis SERVAN-SCHREIBER essayiste, auteur de "Trop vite"

JEAN-LOUIS
SERVAN-SCHREIBER

TROP VITE!

Pourquoi nous sommes
prisonniers du court terme

EXTRAITS

L'ACCELERATION

- "L'accélération de tout nous a aussi lancés les uns contre les autres dans une sorte de guerre en temps de paix".

LA POLITIQUE

- "Le court-termisme semble inhérent au travail gouvernemental, compte tenu du nombre de décisions à prendre chaque jour. Un Premier ministre ressemble au chef d'une gare de triage frénétique".

- "Pour penser et organiser l'avenir, il faut tant de consensus divers, venant de secteurs disparates du corps social que, le plus souvent, la plupart des responsables politiques en place, assiégés par les urgences, y renoncent".

LA FINANCE

- "Le personnage central de l'ère industrielle naissante était l'entrepreneur. Porteur de l'idée et du risque, il entendait en récolter les bénéfices. Son objectif était croissance, productivité puis transmission à la génération suivante (...). Aujourd'hui, nous croisons de jeunes entrepreneurs de trente ans qui ont déjà lancé et réussi leur boîte internet avant de la vendre pour en relancer une autre (...). Il n'est plus question de faire de la création et du développement de l'entreprise un projet de vie avec l'espoir qu'un de ses enfants prenne la suite".

LA CONSOMMATION

- "Toute accoutumance risque de ralentir le rythme des achats, un péril pour la consommation (...). Ainsi, les magasins H&M changent presque chaque jour les emplacements de leurs produits, même si ces derniers restent les mêmes, des semaines durant".

- "Rien de plus court-termiste, de plus accélérateur de consommation que l'énorme et complexe mécanisme du crédit dans nos sociétés. Achetez maintenant, payez plus tard".

LES RYTHMES DE VIE

- "Les succès des jeux vidéo s'expliquent en grande partie par leur capacité à nous 'auto-attribuer' un brevet de champion, de le concrétiser par un score en même temps qu'un flash de satisfaction qui ne doit rien à personne".

LES RELATIONS AUX AUTRES

- "On ne sait plus très bien ce que veut dire 'ami'. Comme tous les 'mots valise', il désigne qui va nous suivre et nous soutenir au long des vicissitudes de notre vie, mais aussi le nom d'un inconnu, cliqué le matin même sur un réseau social pour arrondir notre compte de 'friends'".

L'ENVIRONNEMENT

"Pour résoudre ces défis écologiques, il devient indispensable de retrouver le sens du long terme, que notre époque a perdu. Mais en matière d'environnement, il faut penser à cinquante ans. C'est un exercice trop abstrait pour la plupart d'entre nous, et nous avons besoin de leaders charismatiques capables de nous y aider, ce que ne savent plus faire les hommes politiques, trop habitués aux calculs électoraux à court terme".

"Nous n'avons plus de vision consciente de l'avenir"

<COS-FRAMBOISE-F><COS-FRAMBOISE-F><COS-FRAMBOISE-F>|| Vous dénoncez le "court-termisme" et la culture de l'urgence qui imprègnent toute la sphère politique, économique et individuelle. Faut-il voir dans la succession de crises que nous traversons les conséquences de ce manque de réflexion à long terme ?

Nous manquons effectivement de temps de réflexion et de vision consciente de l'avenir. C'est par manque d'analyse que l'on aboutit à des situations comme celle de la Grèce aujourd'hui. Les dirigeants grecs prisonniers de ce "court-termisme" ont laissé glisser le pays dans le laisser-aller. De même, en laissant filer la situation au lieu de réagir sans tarder, l'Europe a pénalisé plus gravement encore la Grèce. **<COS-FRAMBOISE-F>**

|| Cette absence de vision semble le propre de la classe politique actuelle. Est-ce ce qui lui vaut autant de méfiance ?

"Les dirigeants grecs, prisonniers du court-termisme, ont laissé glisser le pays"

Les hommes sont le produit de leur époque. En fait, nous vivons surtout une crise du fonctionnement démocratique. À vouloir multiplier les échéances électorales, les hommes politiques ne raisonnent plus en hommes d'État mais en candidats perpétuels avec l'obligation permanente de se justifier et de séduire des électeurs. Cette semaine marque les 3 ans de l'accès au pouvoir de Nicolas Sarkozy et l'on évoque déjà les stratégies de sa candidature en 2012. Le voici privé de 2 ans de vrai pouvoir.

<COS-FRAMBOISE-F>|| En empruntant les habits de l'homme pressé, Nicolas Sarkozy s'était donné l'image d'un dirigeant efficace et moderne. La stratégie a l'air payante puisqu'il a été élu...

C'est le syndrome de l'accélération. Mais on confond vitesse et résultats. Nicolas Sarkozy a eu raison de dire qu'il fallait accélérer le rythme des réformes. En revanche, il n'a pas assez mesuré l'ampleur de ce qu'il était possible de faire ou de ne pas faire.

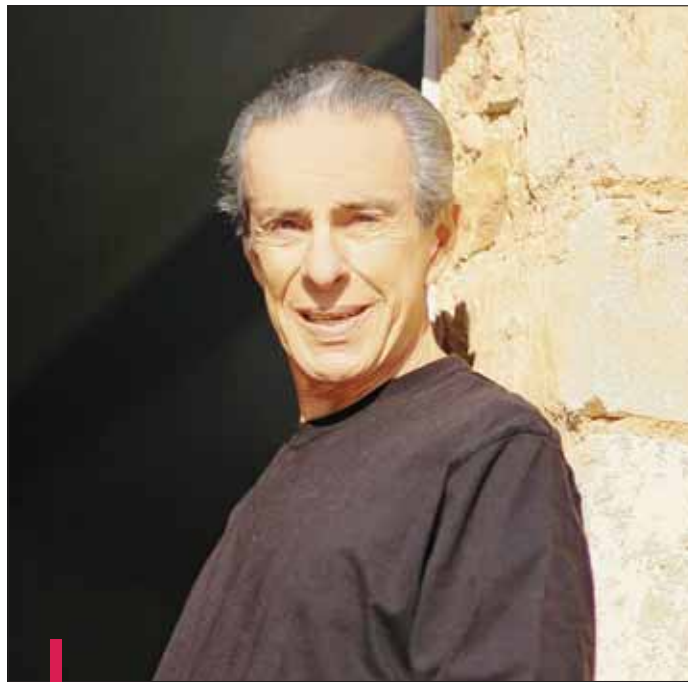
<COS-FRAMBOISE-F>|| Ces derniers mois, les informations contradictoires se sont succédé: un jour il n'y a pas mieux que l'Europe et l'euro, le lendemain cette même Europe est au

bord de la faillite, le citoyen n'est-il pas finalement pris au piège ?

Il y a interaction entre l'opinion et les dirigeants. L'opinion pèse sur les élus et les oblige à prendre des postures quotidiennes, les plaçant ainsi en mode réaction. De leur côté, les dirigeants manipulent l'opinion. C'est un double jeu de dupes. Mais le citoyen aussi se détourne de l'engagement. Fini le militantisme convaincu. Le citoyen d'aujourd'hui pratique un activisme distancié, à la carte: on choisit son rythme et son degré d'investissement.

<COS-FRAMBOISE-F>|| Vite et plus, c'est aussi le moteur du monde de la finance. Ce qui compte, dites-vous, n'est plus de transmettre mais de réaliser des plus-values. Le profit serait une drogue dure. Parviendrait-on à se désintoxiquer ?

On peut l'imaginer à condition de mettre en œuvre un encadrement de l'activité financière. C'est techniquement possible mais politiquement très compliqué. Depuis 30 ans, la mode a été à la déréglementation, inspirée par le libéralisme. C'est un peu comme si on avait démantelé les digues d'une mer qui peut déborder sur l'ensemble de la planète. La seule vraie mondialisation est



Jean-Louis Servan-Schreiber estime que notre société "confond vitesse et résultats".

/ PHOTO BRUNO SOUILLARD

la financière, elle s'épanouit selon ses normes et sans barrières. Face à cela, les gouvernements avouent leur impuissance. À quoi bon réglementer ici si les flux financiers peuvent aller s'installer ailleurs ? C'est comme si l'on avait libéré le génie de la lampe et qu'on ne parvenait plus à l'y remettre.

"En matière financière c'est comme si on avait libéré le génie de la lampe"

<COS-FRAMBOISE-F>|| Vous décrivez une société qui, à force d'aller vite, s'essouffle, où toutes les valeurs, même celle de l'amitié, se perdent dans cette course contre le temps. C'est une vision très pessimiste...

Le pessimisme est salutaire pour nous pousser à réagir. Il ne faut pas le confondre avec le catastrophisme. Nous vivons ce type de situation où il faudra probablement que la crise s'accroisse avant que l'opinion comme les dirigeants se résolvent aux mesures désagréables. Les mesures de pré-austérité prises par François Fillon cette semaine n'en sont qu'un hors-d'œuvre. La France comme de nombreux pays a les caisses vides. De ce fait, les gouvernements n'ont quasiment pas de marge de manœuvre.

<COS-FRAMBOISE-F>|| Si les outils modernes de communi-

tion mettent tout le monde au même niveau d'information, l'intelligence de chacun permet toujours de faire la différence. Ça, c'est plutôt rassurant ! Notre responsabilité est d'utiliser cette matière première fugace, unique qu'est le temps pour réfléchir. Il y a un beau concept que je voudrais remettre à la mode, c'est celui d'emploi du temps, trouver chaque jour, le meilleur emploi de notre temps est un noble objectif, pour chacun de nous comme pour ceux qui nous gouvernent à un bon emploi du temps !

<COS-FRAMBOISE-F>|| C'est possible à titre individuel mais comment échapper à ce système où tout n'est que vitesse ? On ne peut pas y échapper. Il faut simplement en tenir compte. Je ne fais d'ailleurs pas l'éloge de la lenteur. Je dis simplement qu'il faut au moins modérer les excès de ce piège que constitue le fait



Le monde de la finance est emblématique du "vite et plus" que dénonce Servan-Schreiber, un monde, déréglementé et "court-termiste", dans lequel le profit serait l'unique but.

/ PHOTO PQR

POINT DE VUE

Par Philippe REINHARD

Deux présidences
deux styles

Trois ans après l'élection à la présidence de la République de Nicolas Sarkozy, la presse dresse un bilan d'étape peu flatteur pour le chef de l'État. On prend argument des mauvais sondages de popularité du président pour l'accabler. Mais, curieusement, le procès porte moins sur son action que sur le style de sa présidence. Il lui est ainsi reproché de ne pas "habiter la fonction", de ne pas mettre de distance et de mystère entre lui et le peuple. À lire ces critiques nombreuses et convergentes, on a le sentiment qu'une majorité d'observateurs regrette le temps où François Mitterrand régnait plus qu'il ne gouvernait. La France regretterait ainsi cette monarchie à l'ancienne qu'incarnerait François Mitterrand et qui est si étrangère à Nicolas Sarkozy.

Les observateurs et une partie de l'opinion ont la mémoire courte. Le président que les Français ont élu, le 10 mai 1981 et réélu en 1988 avait certes plus de majesté que l'actuel chef de l'État. Mais le style du président socialiste n'était pas non plus sans reproche. Un livre publié ces jours-ci (*Le dernier mort de Mitterrand*, de Raphaëlle Bacqué, Éditions Grasset et Albin-Michel) vient rappeler les aspects troubles et parfois inquiétants de la présidence Mitterrand.

Dans son livre passionnant, notre consœur du *Monde* décrit la relation complexe entre le président Mitterrand et un de ses conseillers, François de Grossouvre, ami de longue date du leader socialiste, qui occupa un poste important à l'Élysée avant d'être progressivement écarté du premier cercle et de se suicider dans son

bureau du palais présidentiel.

On a oublié ce que fut la terrible fin de règne de François Mitterrand. Elle fut ponctuée de deux suicides (Pierre Bérégovoy et François de Grossouvre) et d'un assassinat fort opportun, celui de René Bousquet, dont le procès programmé aurait pu gêner sérieusement l'Élysée et affecter gravement l'image d'un Président qui avait entretenu une relation suivie avec l'ancien chef de la police de Vichy.

On reproche à Nicolas Sarkozy de s'appuyer sur un petit nombre de collaborateurs autoproclamés la "Firme". De fait, l'entourage présidentiel pèse d'un poids politique réel. Mais les collaborateurs exer-

On a oublié la terrible
fin de règne de
François Mitterrand.

cent le pouvoir que leur accorde le Président dans la transparence. Du temps de François Mitterrand, la cour existait tout autant, mais elle agissait dans la dissimulation. Une seule chose unissait ces hommes et ses femmes qui se détestaient: l'adulation du chef. Elle était si forte que le président était surnommé "Dieu".

Entre cette cour mitterrandienne florentine et cruelle, et la "firme" sarkozyenne, il n'y a pas de commune mesure. Le style de Nicolas Sarkozy est parfois agaçant et maladroit, mais, à tout prendre, on peut préférer le choix de la clarté et de la spontanéité qui est le sien, à la dérive monarchique qui prévalait sous François Mitterrand.

Élysée: un sommet
social sur fond de crise

Nicolas Sarkozy reçoit aujourd'hui patronat et syndicats pour un sommet social qui risque d'être tendu après l'annonce de mesures pour contenir les déficits publics de la France. Promise de longue date, la réunion a officiellement pour but de discuter des "questions économiques, industrielles et d'emploi afin de dresser un bilan partagé des mesures prises face à la crise et des suites qu'il convient de leur réserver".

Préparant sans doute ce rendez-vous, le Premier ministre, François Fillon, a annoncé jeudi un gel des dépenses de l'État sur trois ans, une baisse de 10% de ses dépenses de fonctionnement et cinq milliards d'euros d'économies sur les niches fiscales. L'opposition de gauche a vite fait d'y voir un plan d'austérité - François Hollande a même parlé hier d'"un sauve-qui-peut", un terme contesté par le gouvernement qui parle "d'effort" nécessaire de la part de chacun dans la situa-

tion budgétaire tendue actuelle.

Les partenaires sociaux, qui ont été reçus séparément à l'Élysée pour préparer la réunion, s'attendent essentiellement à ce que le chef de l'État prolonge les aides à l'embauche d'apprentis, voire l'exonération des charges sur les embauches dans les très petites entreprises (TPE). Mais selon *Le Parisien*, la reconduction de cette mesure n'est "pas acquise" malgré la pression du patronat. Le journal écrit également que la prime de 500 euros pour certains chômeurs non indemnisables ne sera pas reconduite.

Officiellement, il ne sera pas question de la réforme des retraites, que prépare le ministre du Travail Éric Woerth. Les syndicats appellent à une journée de mobilisation interprofessionnelle le 27 mai pour la défense des retraites et des salaires. Force ouvrière appelle de son côté à la grève le 15 juin uniquement sur les retraites.

Brice Hortefeux sur
les tombes profanées

Le ministre de l'Intérieur s'est rendu hier à Tarascon

Niché au centre du vieux cimetière Saint-Lazare à Tarascon, le carré militaire mêle de façon austère croix chrétiennes et stèles musulmanes. Seule la première rangée est parsemée de bouquets tricolores. Les profanateurs n'ont abîmé, jeudi dernier, que sept des 17 stèles qui constellent les 129 tombes de soldats.

En cette fin d'après-midi, ciel gris, visage grave, Brice Hortefeux s'incline rapidement. Trois jours après la pénible découverte, le ministre de l'Intérieur et des cultes a choisi à la fois de rendre hommage et d'assurer une réponse forte de l'État. "Cet acte odieux de Tarascon constitue une triple offense. Une offense à la mémoire d'êtres humains morts au combat et à celle de leurs familles. Une offense aux musulmans de France, injustement attaqués. Une offense aux valeurs de la République."

Dans le carré où les porte-drapeaux des anciens combattants luttent discrètement contre le vent, plus de 200 personnes entendent la prière de Mohamed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman. Qui, l'émotion exprimée, rappelle son "indignation après une série de profanations qui frappent nos cimetières et mosquées. Pas moins de 15 ont été victimes d'actions en 2010." Ouvrant les mémoires aux 500 tombes profanées près d'Arras (Pas-de-Calais) en décembre 2008 ou aux huit autres couvertes d'inscriptions néo-nazies dans la Manche en octobre 2009, il s'arrête sur les coups de feu sur la façade de la mosquée d'Istres, le 25 avril dernier. "Rien ne peut justifier la banalisation du racisme, de l'islamophobie et de l'anti-



Brice Hortefeux était entouré de nombreux élus, dont Hubert Falco, secrétaire d'État aux Anciens combattants. / PH. VALÉRIE FARINE

"Rien ne peut pardonner
la stigmatisation
de l'autre."

BRICE HORTEFEUX

sémitisme comme rien ne peut pardonner la stigmatisation de l'autre", souligne-t-il.

Une manière de s'inscrire dans le débat de société. Où s'entretroquent amalgames religieux et burqa, identité nationale et conséquences du conflit israélo-arabe. Député arlésien et président du Conseil régional, le socialiste Michel Vauzelle est au côté de Brice Hortefeux et Hubert Falco, maire de Toulon, secrétaire d'État aux Anciens combattants. "Le même ministre qui désigne la burqa, les prétendus polygames et les travailleurs im-

migrés vient ici se recueillir, s'interroge-t-il. Ne faut-il pas réfléchir à de tels propos qui sont indirectement liés à ces actes odieux? Car derrière se posent les questions de la cohabitation et de la mixité sociale." Des interrogations que Brice Hortefeux préférera éviter, échangeant quelques mots avec les musulmans croisés sur le chemin qui le ramène à sa voiture. Député UMP de Marseille, Guy Teissier prend, lui, le temps de la réponse. "Ces profanations existaient avant le débat sur la burqa et sont le fait d'inconscients qui s'avisent. S'ils voulaient le dénoncer par ces actes, ils seraient à contre-courant d'une communauté musulmane qui veut la concorde. Tout est loin d'être rose, mais il y a une volonté générale de vivre ensemble." Reste que les actes isolés se multiplient.

François TONNEAU



Plus de 200 personnes s'étaient massées dans le carré militaire du cimetière de Tarascon. À la fin des discours, un homme a lancé "La Marseillaise", obligeant la foule et les élus à le suivre. / PHOTO V.F.

À NOS LECTEURS

Un problème technique vous a privé de la fin de l'interview de Jean-Louis Servan-Schreiber, auteur de *Trop vite*, publiée hier dans notre page "Point de vue". Voici donc la dernière question et la réponse de l'écrivain, avec toutes nos excuses.

Comment échapper à ce système où tout n'est que vitesse?

On ne peut pas y échapper. Il faut simplement en tenir compte. Je ne fais d'ailleurs pas l'éloge de la lenteur. Je dis simplement qu'il faut au moins modérer les excès de ce piège que constitue le fait d'avoir, en permanence, le nez sur l'obstacle.

→ "Trop vite!", de Jean-Louis Servan-Schreiber. Éditions Albin-Michel, 190 p. 15 €.

POLITIQUE ● Pour la présidentielle, Borloo verra après le Grenelle II. Le ministre de l'Environnement a estimé, hier, qu'il réfléchirait à la nécessité d'une candidature présidentielle à la fois centriste et écologiste une fois que la loi dite Grenelle II serait votée au Parlement. "Je veux terminer le Grenelle, a dit Jean-Louis Borloo. Je vais regarder ça très sérieusement après".

/ PHOTO PATRICK NOSETTO



● Les cotes de Sarkozy et Fillon en hausse. La popularité de Nicolas Sarkozy est remontée de cinq points en un mois, à 36%, selon une étude OpinionWay pour le quotidien gratuit *Metro*. Reste que 62% des sondés n'approuvent pas sa gestion. Pour François Fillon, la progression est encore plus forte: 46% des personnes ont une opinion positive, soit une hausse de sept points, quasiment à égalité avec les mécontents (48%).

● Parti socialiste: Moscovici vote DSK. Interrogé par Sud-Ouest, le député PS du Doubs a clairement marqué sa préférence pour l'actuel directeur du FMI, pour défendre les chances socialistes à la présidentielle. "J'ai toujours dit que, si Dominique Strauss-Kahn était une chance pour la France, et il l'est manifestement, il faudrait la saisir. Donc, s'il se déclarait demain, je verrais sa candidature d'un très bon œil et je n'y ferais pas obstacle, bien au contraire."

● Il y a 29 ans, l'élection de François Mitterrand. C'était le 10 mai 1981, et le candidat socialiste avait battu Valéry Giscard d'Estaing.

2^{ème} SEMI MARATHON DU PAYS D'AIX EN PROVENCE

30 mai 2010

ET

L'AIXOISE
7km femmeParticipez à notre challenge
entreprises "ERGOS INTERIM"

Infos au 04 90 09 99 03 ou www.semi-aix.com

La Provence